



Les finances publiques de la France

Mars 2021

EN RÉSUMÉ (1)

- La crise sanitaire est très vite devenue une crise économique. Les restrictions de production et de consommation imposées notamment lors du premier confinement ont conduit à une chute du PIB trois fois plus marquée en 2020 qu'en 2009.
- Le gouvernement a déployé des mesures de soutien inédites, notamment pour les entreprises (reports de charges, mise en place de prêts garantis, plans sectoriels, ...). Indispensables, elles ont d'ailleurs été introduites sous des formes plus ou moins équivalentes dans de nombreux pays à travers le monde.
- Le déficit des administrations publiques s'est établi à environ 175 milliards d'euros l'an passé dans l'Hexagone. Dans la quatrième version de son projet de loi de finances, le gouvernement retenait plutôt un montant de 250 milliards, compte tenu notamment d'une prévision de PIB plus pessimiste que le résultat finalement observé.

EN RÉSUMÉ (2)

- En 2021, le déficit resterait élevé, notamment en raison du fort recours à l'activité partielle dans certaines professions de services particulièrement affectées par la pandémie (restauration, transport, loisirs). L'incertitude sur le plan sanitaire rend toute prévision ô combien délicate.
- La France se distingue de l'Allemagne par des comptes publics systématiquement dans le rouge depuis le milieu des années soixante-dix.
- Plus généralement, elle se distingue de la quasi-intégralité des économies de la zone euro : ces dernières années, notre pays était le seul avec l'Espagne et l'Estonie à afficher un solde primaire négatif (hors intérêts de la dette).
- Le bond de la dette publique s'est accompagné de celui de la dette des agents privés. En même temps qu'elles ont vivement accru leur demande de prêts (PGE), les entreprises françaises ont néanmoins aussi accumulé de la trésorerie.

EN RÉSUMÉ (3)

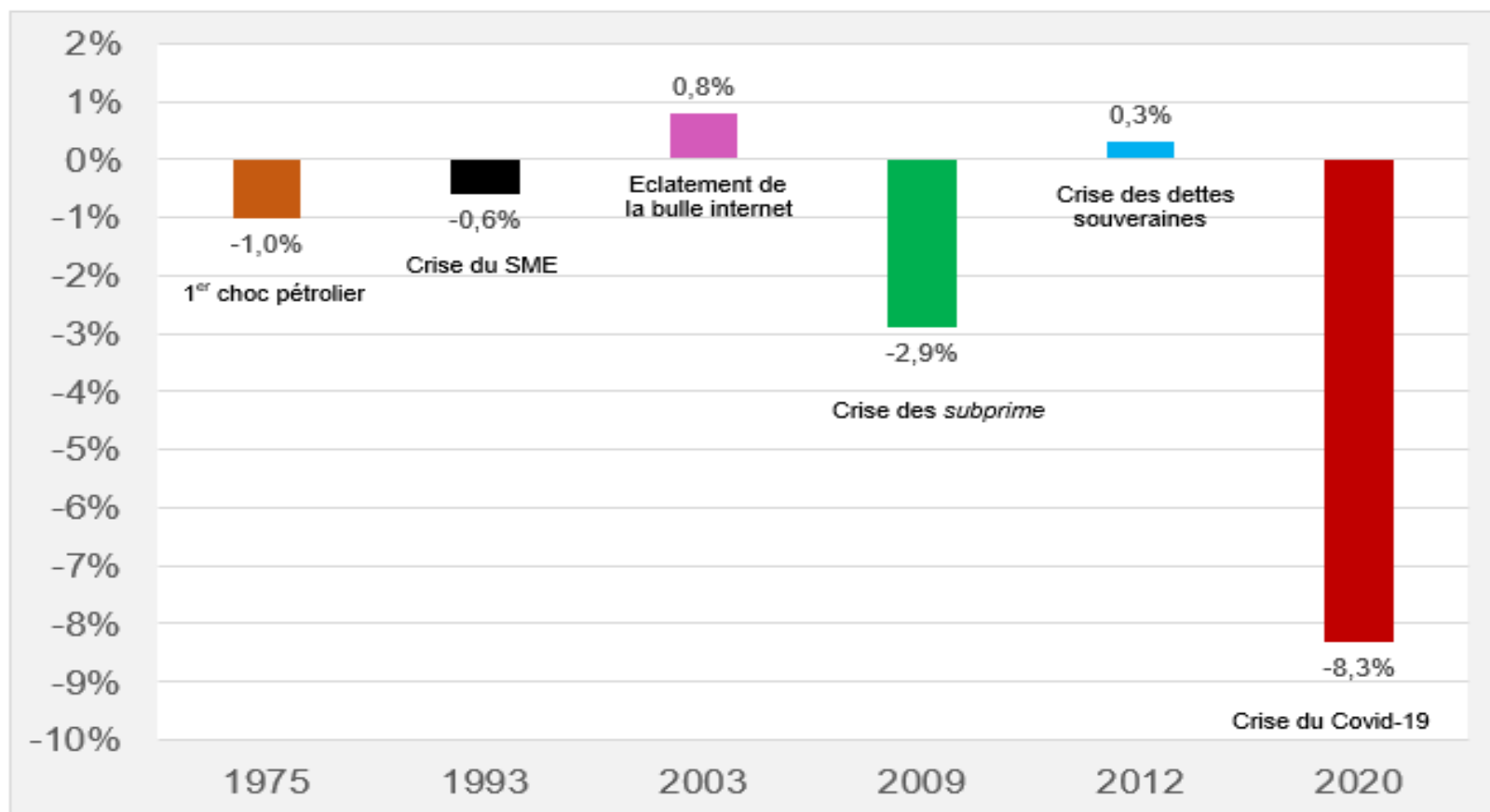
- Une fois la crise sanitaire derrière nous, une stratégie de désendettement devra être actée. Faute de marges de manœuvre pour une hausse des prélèvements obligatoires, lesquels affectent de surcroît les anticipations des entreprises, il serait souhaitable que les dépenses se modèrent ou a minima augmentent à une cadence moindre que la richesse nationale ; cette condition participera à la soutenabilité de la dette. Plus généralement, toutes les mesures favorables à la croissance économique de moyen-long terme devraient être favorisées.
- Le niveau de la charge de la dette est une autre variable d'importance. Celle-ci devrait continuer à reculer, puisque, si elle dépend des taux d'intérêt sur les emprunts nouvellement contractés, elle découle surtout des taux appliqués sur des emprunts qui n'ont pas encore été remboursés, taux qui ont diminué ces dernières années (la maturité moyenne de la dette est supérieure à huit ans).

EN RÉSUMÉ (4)

- Pour le moment en effet, les taux d'intérêt de marché demeurent très faibles, sous l'effet des interventions massives de la Banque centrale européenne : les taux des obligations d'Etat d'une échéance à cinq ans, devenus négatifs à partir du début 2019 en France, atteignaient - 0,5 % début mars 2021. Ceux à dix ans s'inscrivent en territoire négatif depuis huit mois. Dans ce contexte, l'émission d'une nouvelle obligation assimilable du Trésor à cinquante ans le 19 janvier dernier a rencontré un franc succès : 7 milliards d'euros ont été levés face à une demande plus de dix fois supérieure. A l'avenir, la gestion de la politique budgétaire aura un effet sur la confiance des investisseurs en la signature de la France.
- Très récemment, les taux de marché ont franchement augmenté dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis où le plan de relance de l'Administration Biden laisse anticiper un retour de l'inflation.
- La soutenabilité de la dette dépend aussi de la croissance économique potentielle. Comme après toute récession, celle-ci s'est affaiblie en France comme ailleurs, bien que le plan de relance permettra d'en atténuer l'ampleur.

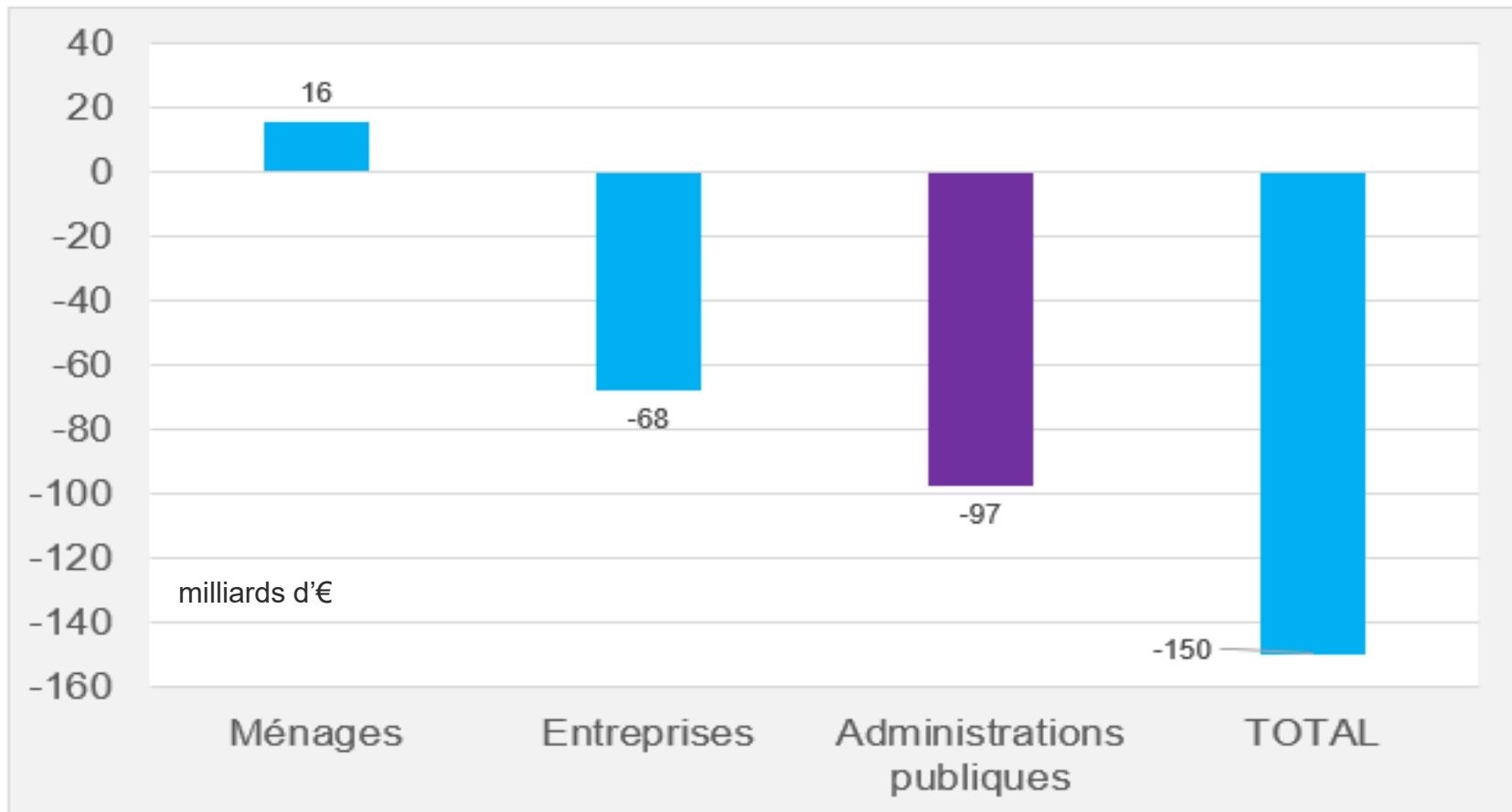
UN CHOC ÉCONOMIQUE SANS ÉQUIVALENT...

Variations annuelles du PIB français lors des grandes récessions (en volume)



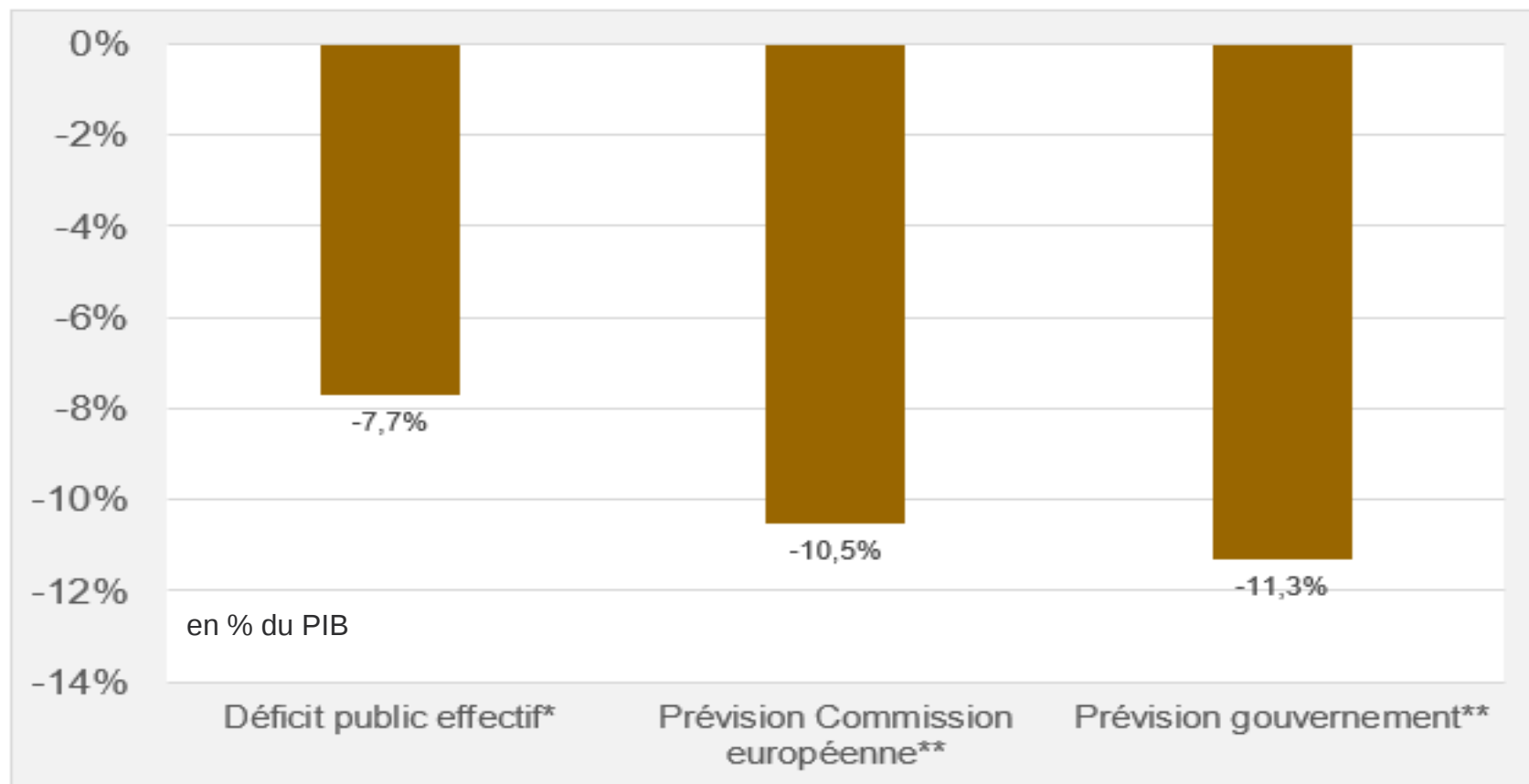
... ABSORBÉ À HAUTEUR DES DEUX TIERS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Estimation de la perte de revenus des agents économiques en 2020



UN DÉFICIT MOINS ÉLEVÉ QU'ANTICIPÉ, GRÂCE NOTAMMENT À LA RÉSISTANCE DE L'ACTIVITÉ AU QUATRIÈME TRIMESTRE

Déficit des administrations publiques en 2020



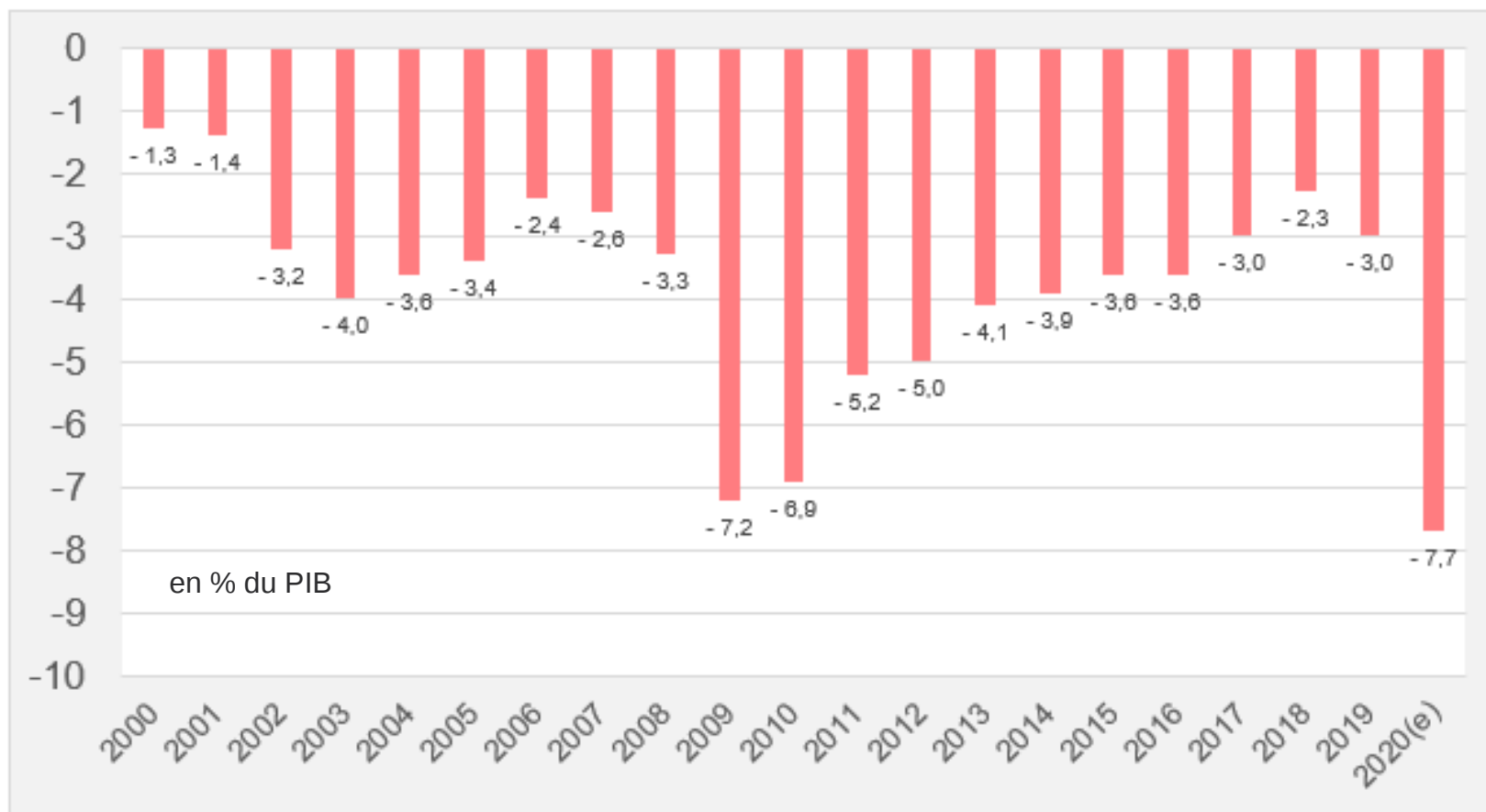
*estimation grâce à la parution de la plupart des données pour le quatrième trimestre

**prévisions diffusées au mois de novembre 2020

Sources : Insee, Commission européenne, Consensus

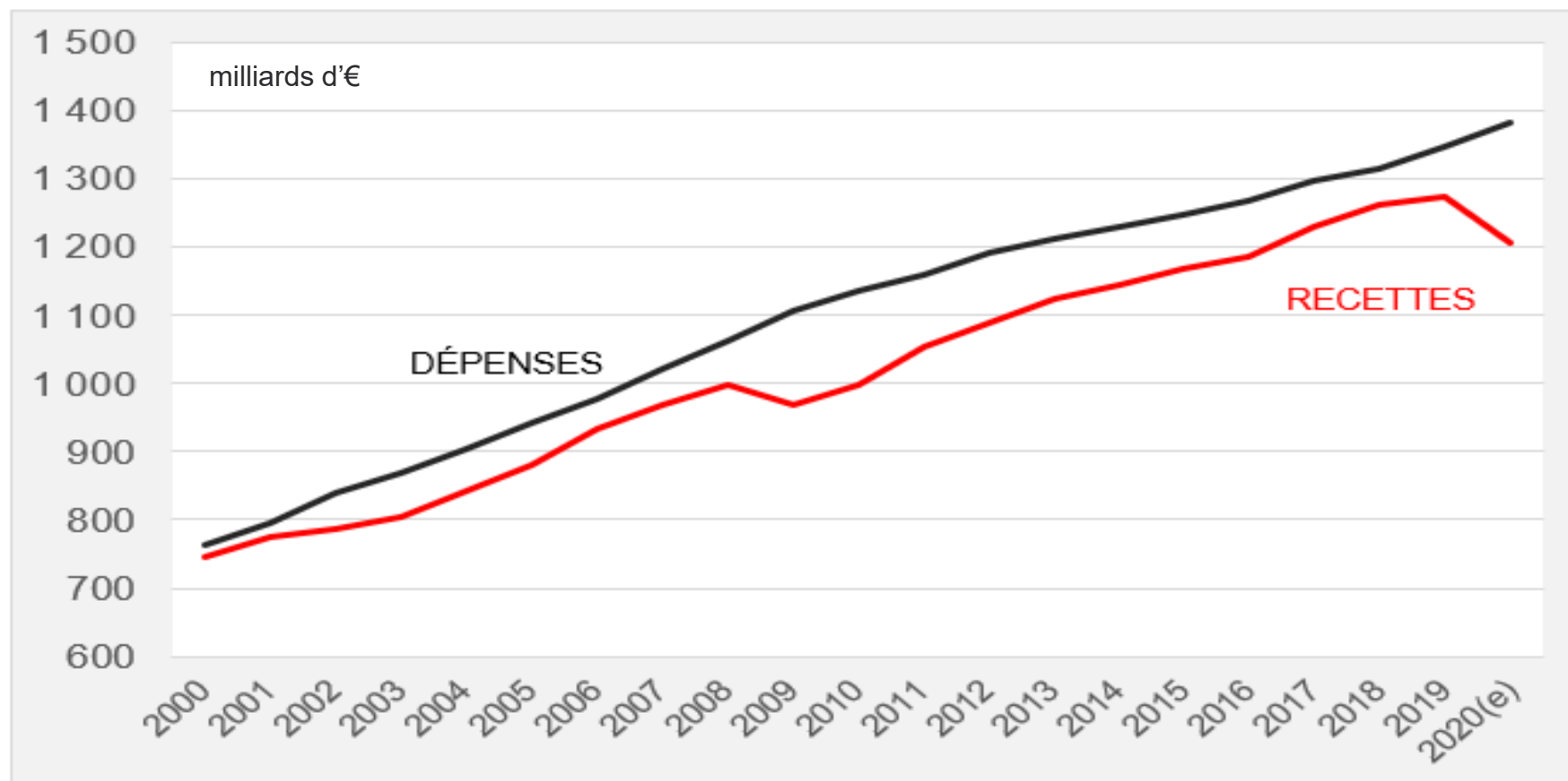
HORS PÉRIODES DE CRISE, IL EST EN MOYENNE DÉFICITAIRE DE 3,3 % DU PIB CHAQUE ANNÉE

Déficit des administrations publiques



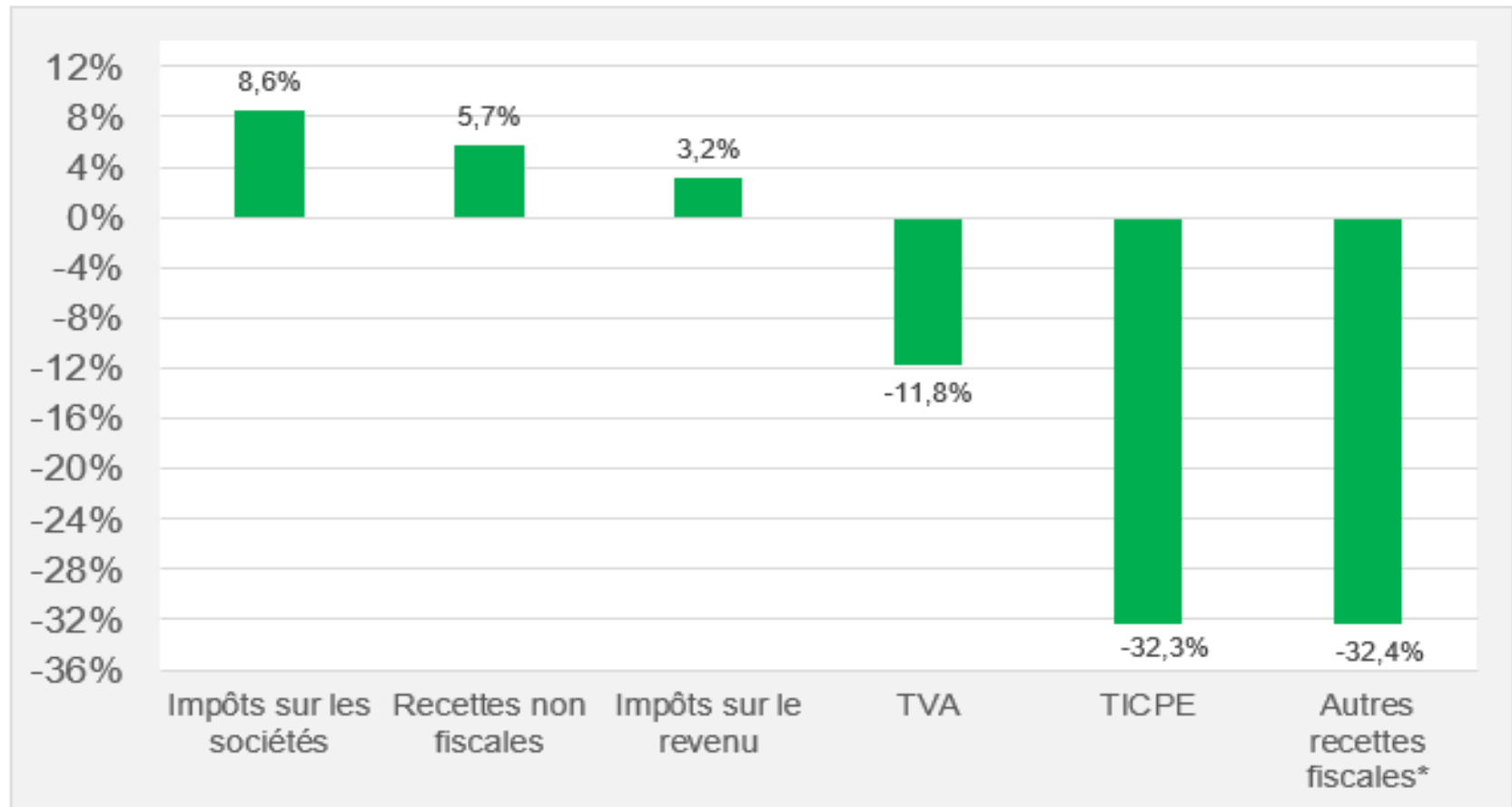
L'ENVOL DU DÉFICIT EN 2020 TIENT DAVANTAGE À DE MOINDRES RECETTES QU'À UN SURPLUS DE DÉPENSES

Dépenses et recettes des administrations publiques



DES RECETTES DE TVA AFFECTÉES PAR LA CHUTE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES (ELLES REPRÉSENTENT 42 % DES RECETTES TOTALES DE L'ÉTAT)

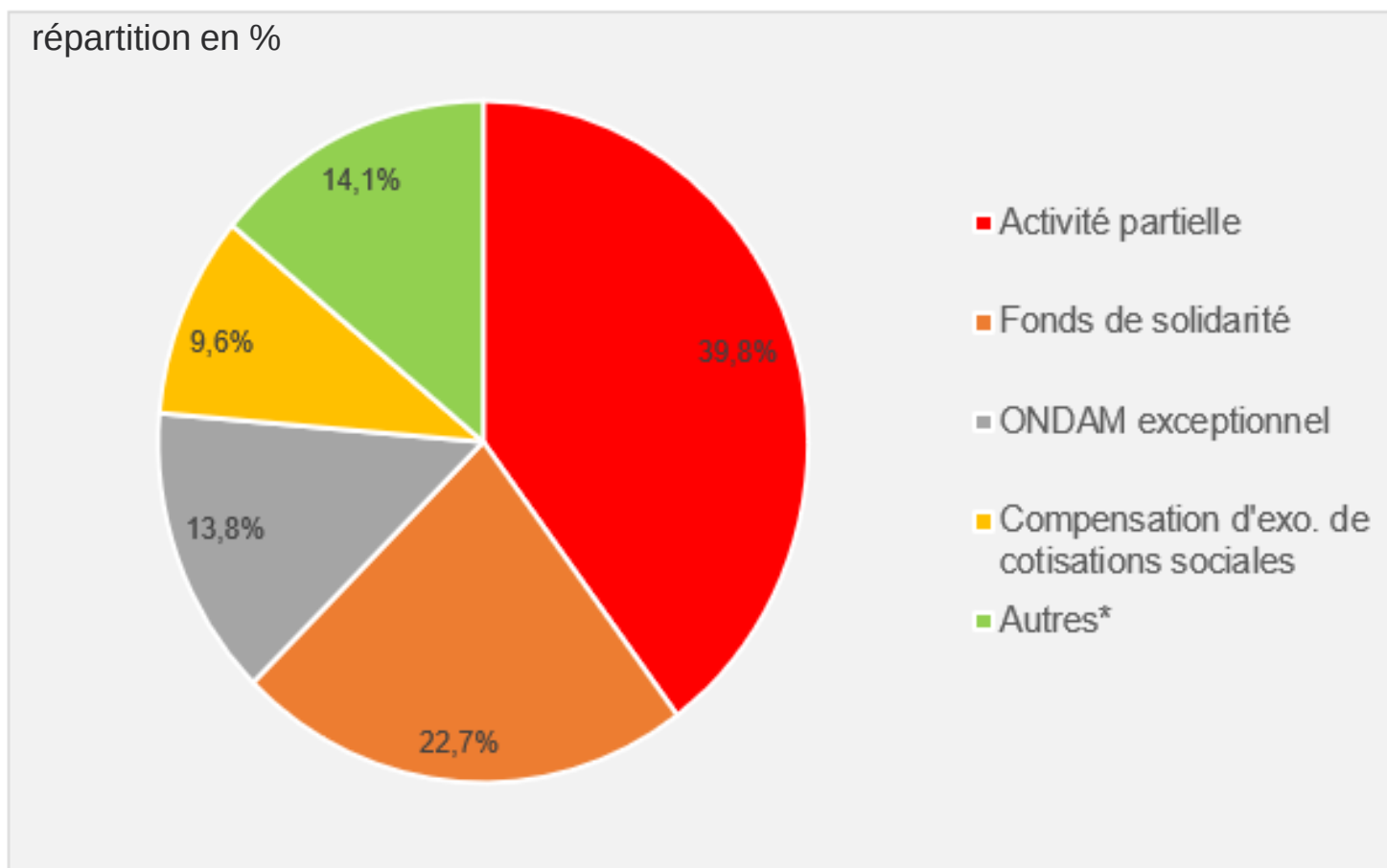
Variation des recettes de l'Etat entre 2019 et 2020



* elles comprennent notamment l'IFI et sont nettes des remboursements et dégrèvements

L'ACTIVITÉ PARTIELLE A CONCENTRÉ L'ESSENTIEL DES MESURES DE SOUTIEN MISES EN PLACE L'AN PASSÉ. AU FINAL, SON POIDS SERA MOINS SIGNIFICATIF (30 % ENVIRON) QUE CELUI ENVISAGÉ DANS LE DERNIER PROJET DE LOI DE FINANCES (40 %).

Mesures de soutien mises en œuvre entre mi-mars et décembre 2020

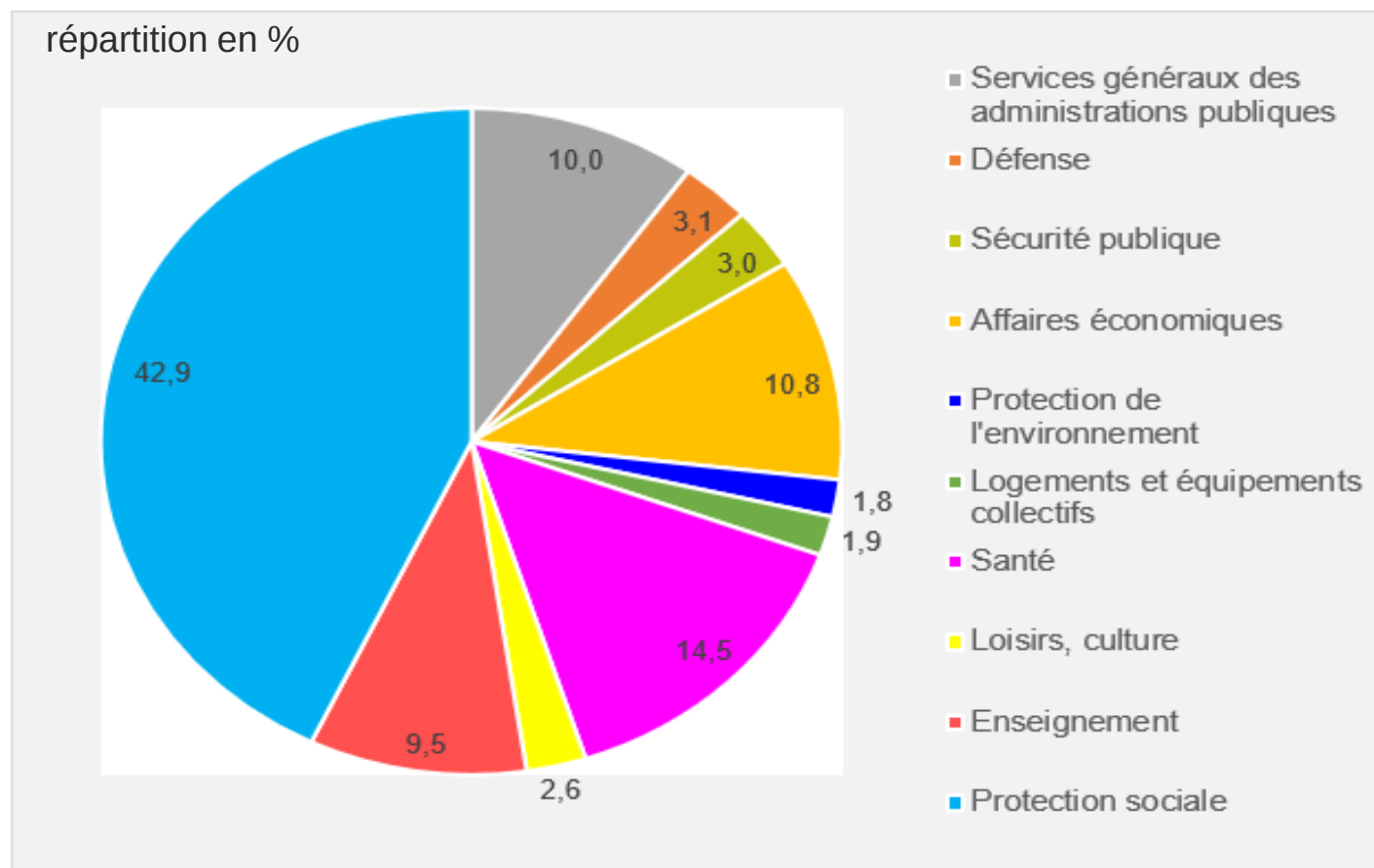


**crédits divers, prime exceptionnelle de précarité, achats de masques, etc.*

Source : gouvernement (PLFR4)

EN 2019, LES DÉPENSES RELATIVES À LA PROTECTION SOCIALE REPRÉSENTAIENT 43 % DES DÉPENSES TOTALES (DONT PLUS DE LA MOITIÉ DÉDIÉE AUX RETRAITES).

Dépenses publiques par fonction en 2019



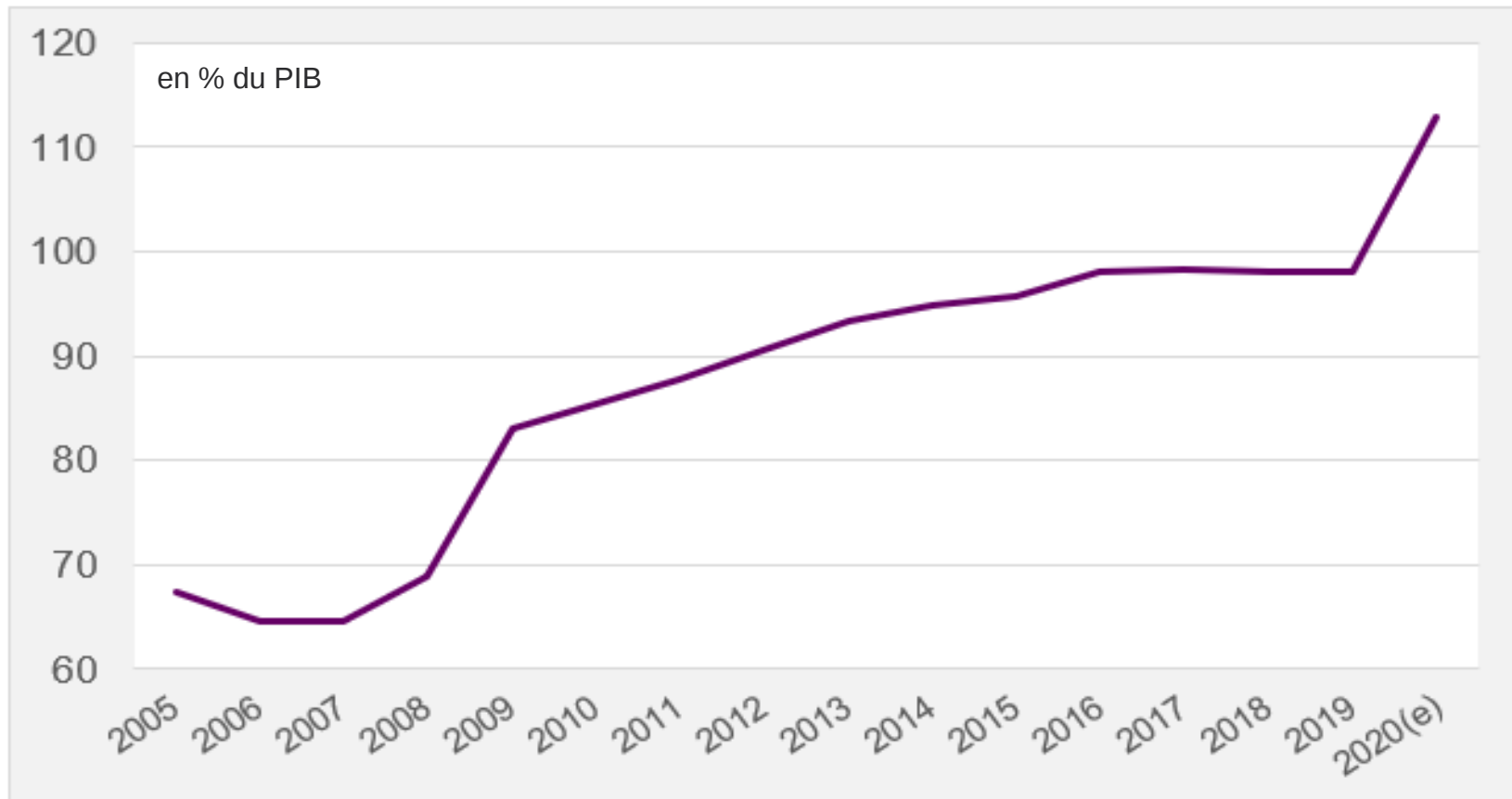
LES DÉPENSES PUBLIQUES REPRÉSENTAIENT 55,6 % DU PIB EN 2019 EN FRANCE. L'ÉCART AVEC LES AUTRES PAYS D'EUROPE S'EST CREUSÉ CES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES.

Variation des dépenses publiques par fonction entre 2001 et 2019

	FRANCE	ZONE EURO
Protection sociale	+ 4,5	+ 2,9
<i>Dont : retraites</i>	+ 2,8	+ 1,5
<i>Santé et invalidité</i>	+ 1,6	+ 1,3
<i>Famille</i>	- 0,1	+ 0,1
<i>Chômage</i>	+ 0,2	- 0,2
<i>Exclusion sociale</i>	+ 0,2	+ 0,3
<i>Aides personnelles au logement</i>	- 0,1	+ 0,1
Aides à la pierre et équipements collectifs	+ 0,1	- 0,3
Enseignement	- 0,3	- 0,1
Loisirs, culture et culte	+ 0,2	0
Protection de l'environnement	+ 0,3	0
Affaires économiques	+ 1,6	- 0,3
<i>Dont transports</i>	+ 0,2	0
Sécurité intérieure et justice	+ 0,2	+ 0,1
Défense	- 0,3	- 0,1
Services généraux	- 0,8	+ 0,1
Intérêts de la dette publique	- 1,5	- 2,1
Total des dépenses publiques	+ 3,9	+ 0,1

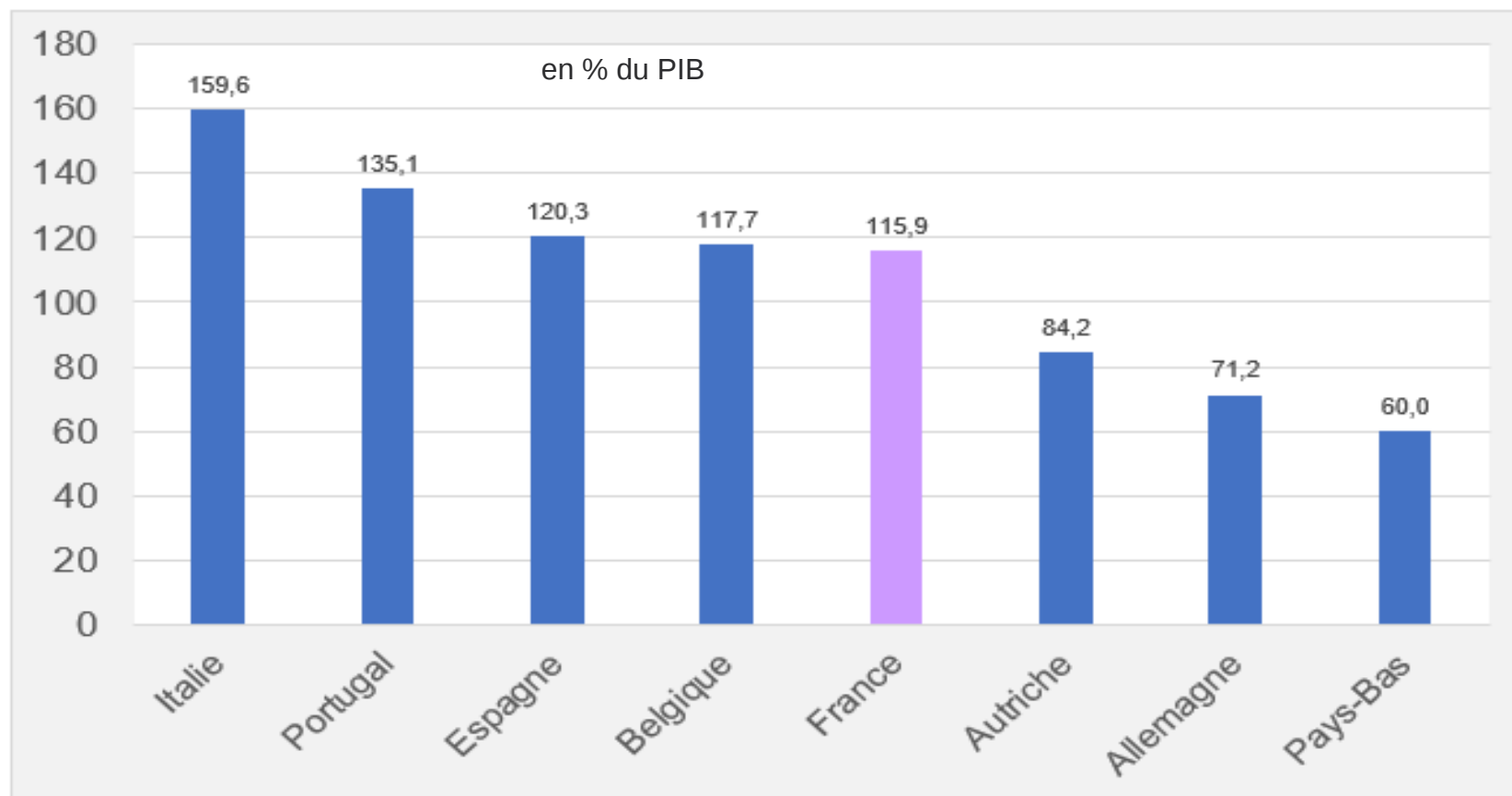
DÉJÀ ÉQUIVALENTE AU PIB AVANT LA PANDÉMIE, LA DETTE PUBLIQUE LE DÉPASSE DÉSORMAIS DE 12-13 %

Dettes des administrations publiques



EN REGARD, ELLE RESTE CONTENUE EN ALLEMAGNE, OÙ DES EXCÉDENTS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ DÉGAGÉS CES DERNIÈRES ANNÉES

Dette des administrations publiques*

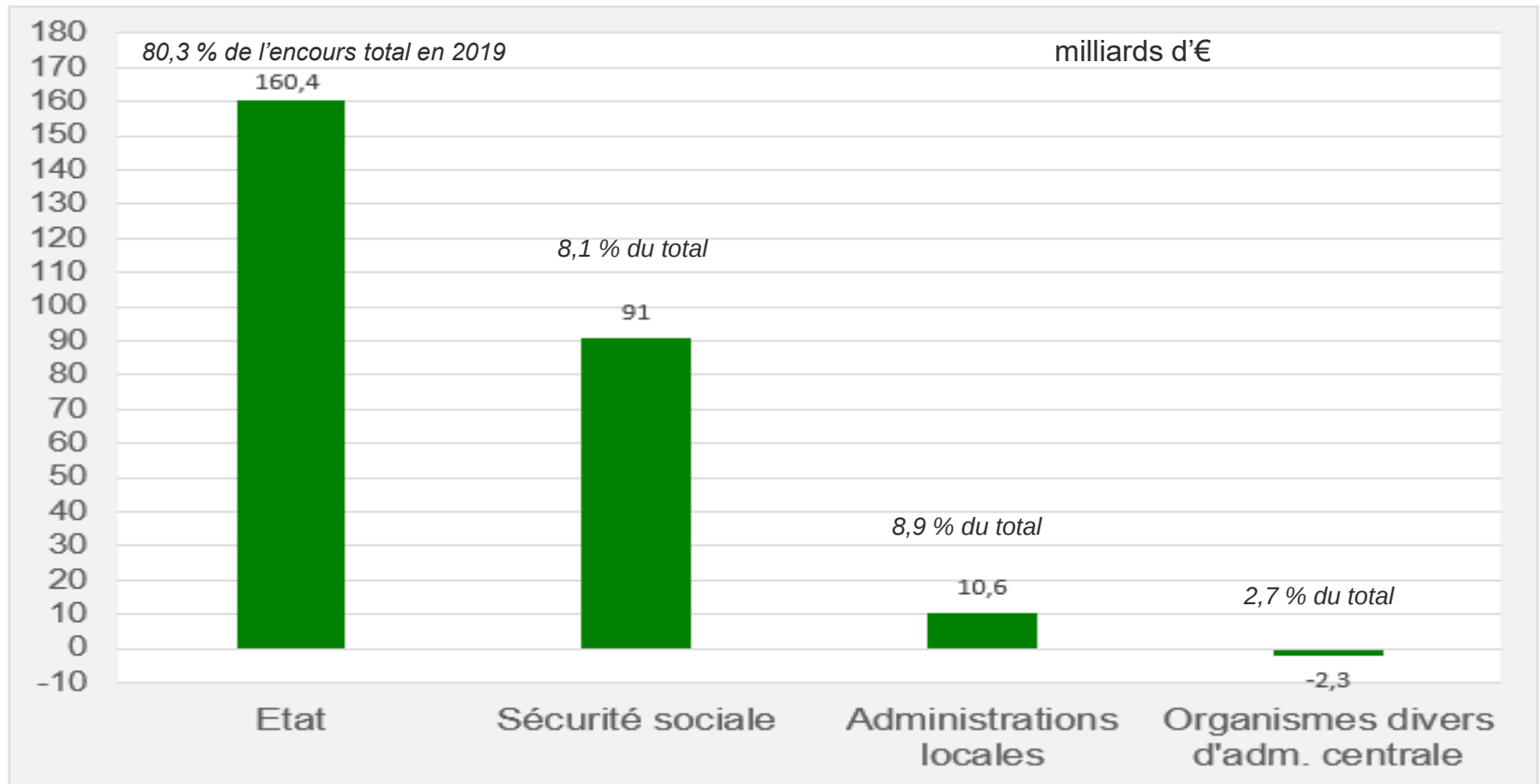


**depuis la publication de ces chiffres par la Commission européenne, ceux-ci ont pu varier de quelques points de PIB, notamment pour la France (à la baisse de 3-4 points)*

Source : Commission européenne (novembre 2020)

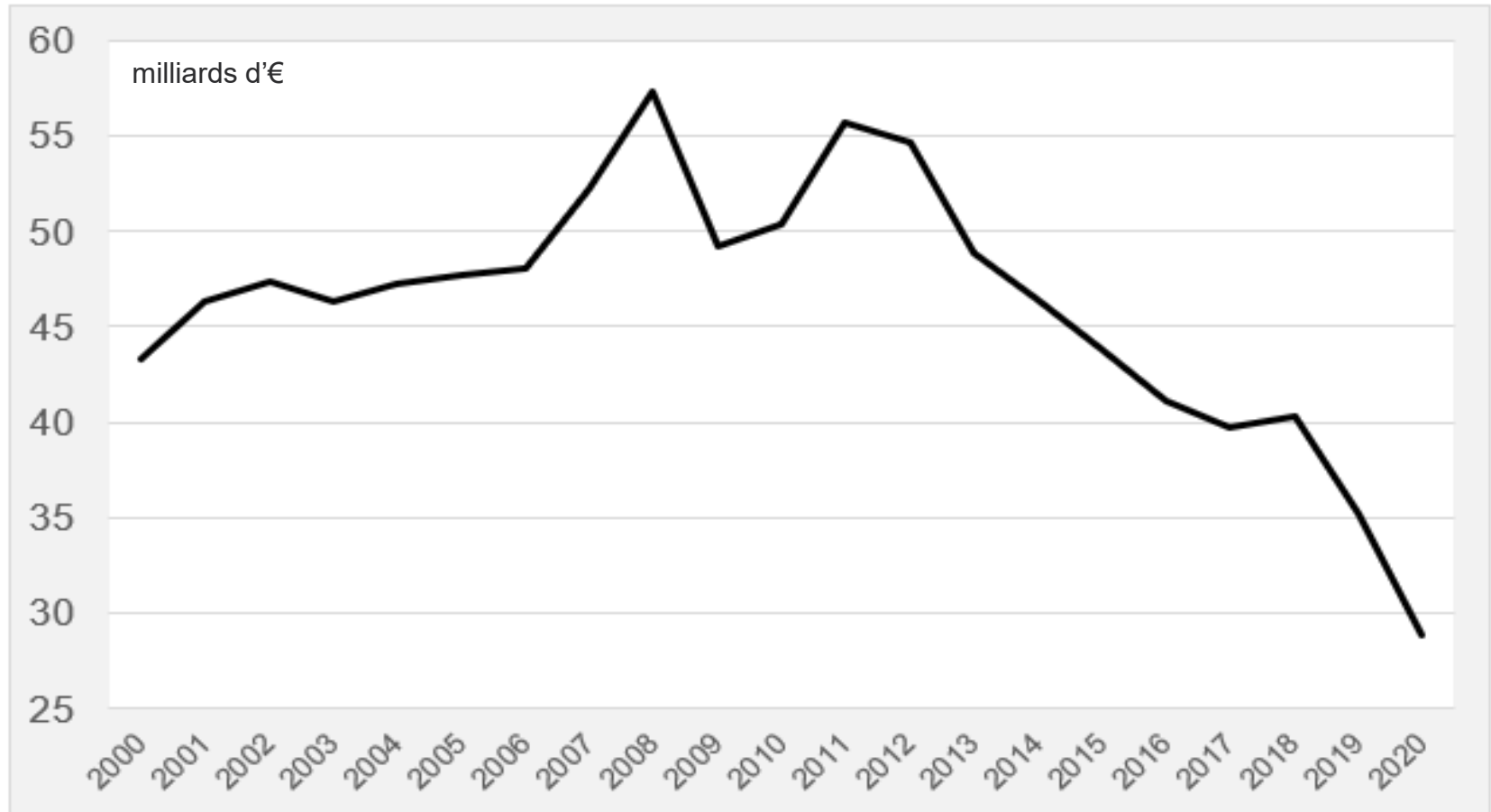
LA HAUSSE DE LA DETTE S'EXPLIQUE PRINCIPALEMENT PAR CELLE CONTRACTÉE PAR L'ÉTAT (DÉPENSES D'INTERVENTION, REPORTS D'IMPOSITION, MOINDRES RECETTES)

Variation de la dette des administrations publiques entre le T3 2019 et le T3 2020



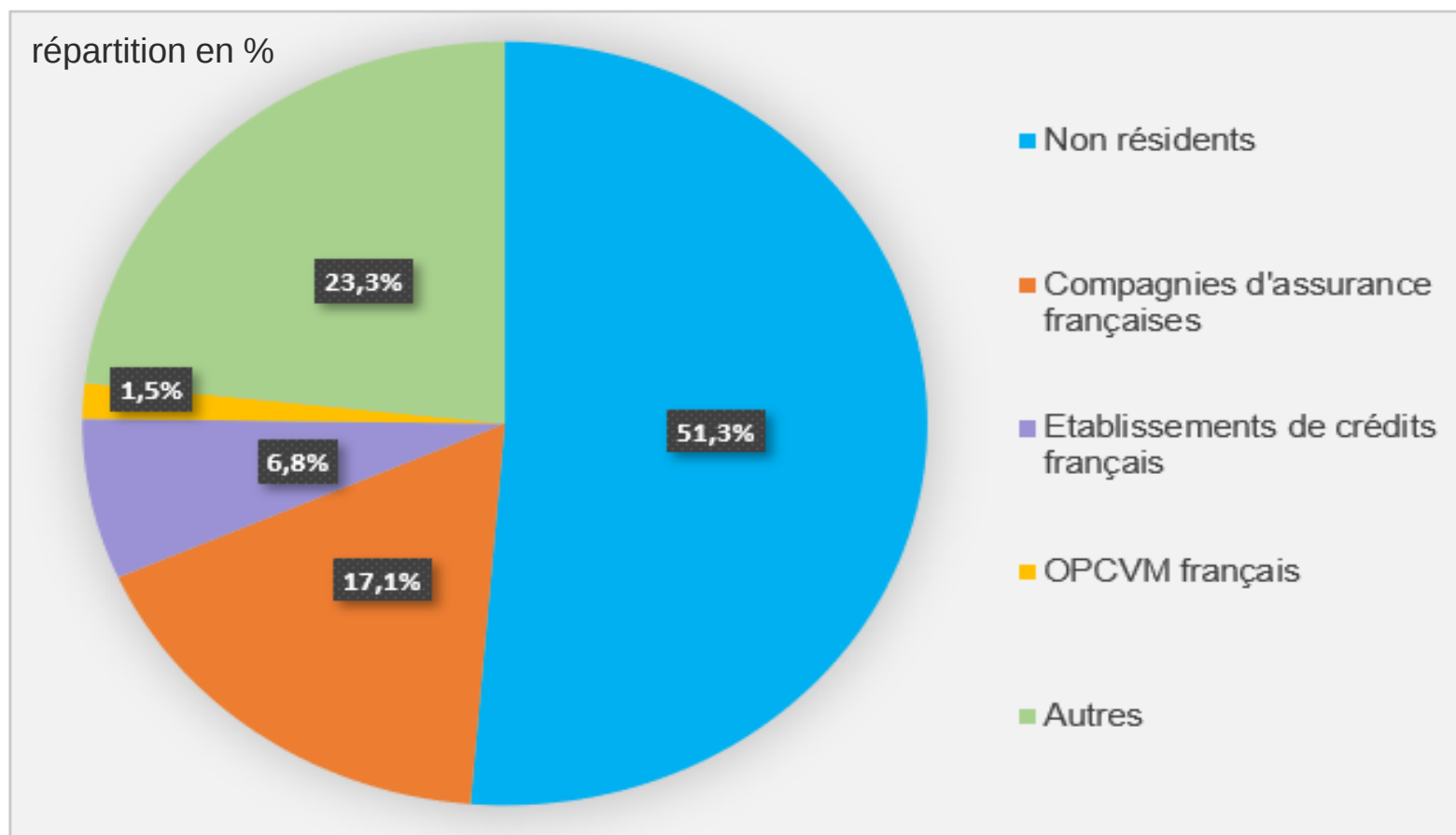
LE COÛT APPARENT DE LA DETTE A POURTANT UNE NOUVELLE FOIS DIMINUÉ L'AN PASSÉ EN FRANCE

Charge d'intérêt de la dette publique



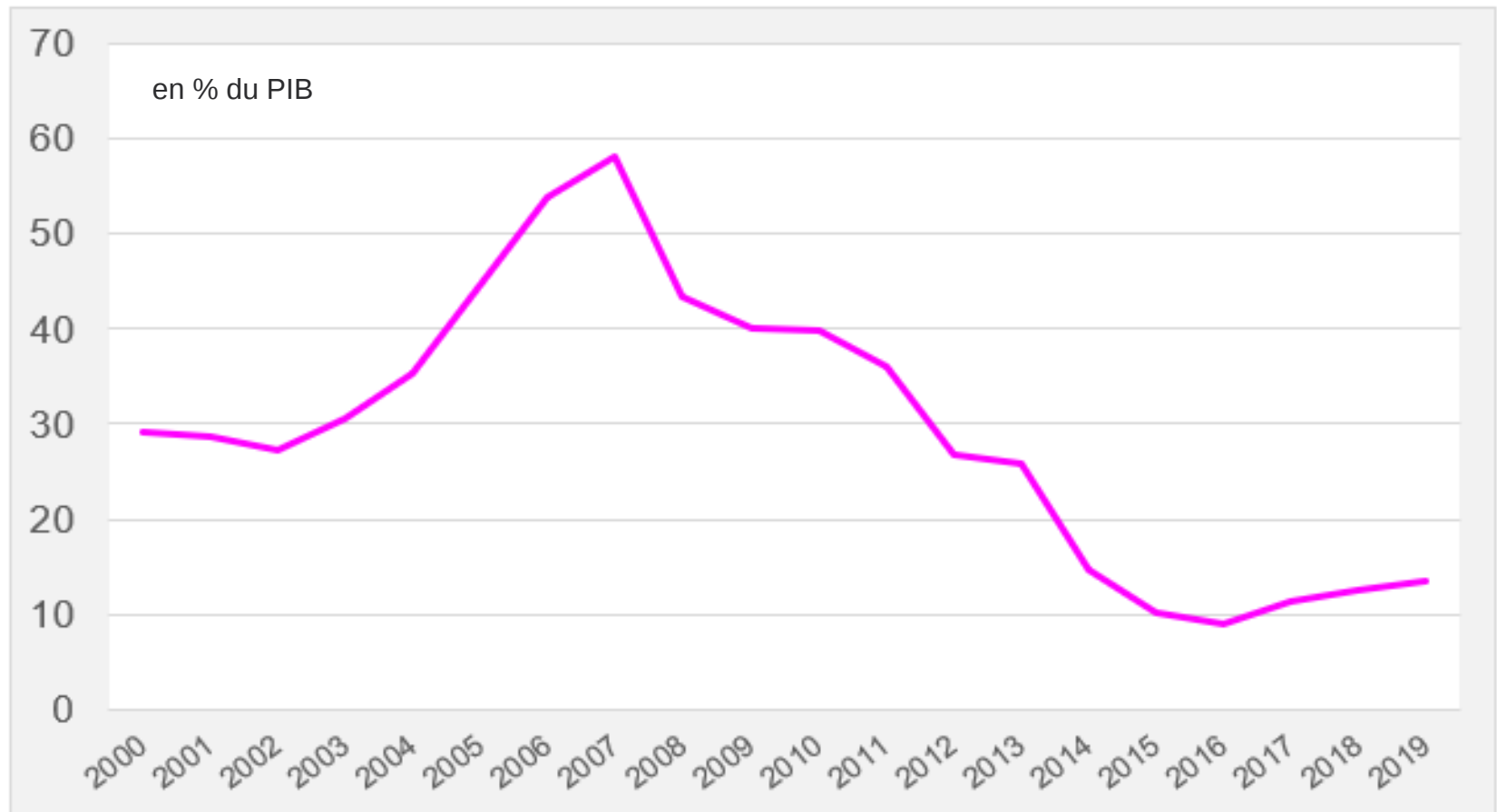
LA DETTE EST DÉTENUE POUR MOITIÉ PAR DES AGENTS ÉCONOMIQUES ÉTRANGERS. ELLE L'ÉTAIT MÊME À HAUTEUR DE 65 % EN MOYENNE ENTRE 2008 ET 2015. DEPUIS EN EFFET, LA BANQUE DE FRANCE A SENSIBLEMENT ACCRU SES ACHATS DE TITRES.

Détention de titres de la dette négociable de l'Etat par groupe de porteurs au T3 2020



LA VALEUR DES ACTIFS DEMEURE SUPÉRIEURE À CELLE DU PASSIF MAIS L'ÉCART S'EST SENSIBLEMENT RÉDUIT APRÈS LA CRISE FINANCIÈRE DE 2008. CELUI-CI S'EST SANS DOUTE RESSERRÉ EN 2020.

Patrimoine net des administrations publiques



UIMM – 56 avenue de Wagram
75854 Paris cedex 17

Tél. 01 40 54 21 04
e-mail : ajagot@uimm.com

www.uimm.lafabriquedelavenir.fr



@uimm